Document generated on 08/09/2025 9:37 a.m.

Les Cahiers du CIÉRA

Réflexions sur la notion *d'allyship* avec Michelle McGeough, Jonathan Lainey et Caroline Nepton-Hotte

Pascale Tremblay

Number 24, December 2024

Comment incarner un changement au sein d'un système bâti sur l'oppression : regards sur l'*allyship*

URI: https://id.erudit.org/iderudit/1116532ar
DOI: https://doi.org/10.7202/1116532ar

See table of contents

Publisher(s)

Les Cahiers du CIÉRA

ISSN

1919-6474 (print)
2291-5745 (digital)

Explore this journal

Cite this document

Tremblay, P. (2024). Réflexions sur la notion *d'allyship* avec Michelle McGeough, Jonathan Lainey et Caroline Nepton-Hotte. *Les Cahiers du CIÉRA*, (24), 83–92. https://doi.org/10.7202/1116532ar

© Les Cahiers du CIÉRA, 2025

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

Entrevue - Interview

Réflexions sur la notion *d'allyship* avec Michelle McGeough, Jonathan Lainey et Caroline Nepton-Hotte

Pascale Tremblay
Doctorante
Département d'histoire de l'art
Université du Québec à Montréal

En tant que chercheuse féministe allochtone engagée dans une recherche orientée par une analyse intersectionnelle de pratiques performatives décoloniales d'artistes femmes et queer autochtones, j'effectue un processus réflexif constant. Par exemple, je m'interroge sur les actions concrètes à mettre en place pour éviter l'emploi métaphorique de notions telles que *allyship*, décolonisation et autochtonisation. Car leur omniprésence dans les discours institutionnels, plutôt que d'en préciser la teneur, a parfois pour effet de les galvauder.

D'ailleurs, ayant plus de questions que de certitudes sur ce néologisme qu'est *allyship*, j'ai convié en entrevue trois professionnel·le·s du milieu muséal et universitaire, afin d'entendre leurs points de vue sur le sujet. Fait à noter : les entretiens avec Michelle McGeough[1], Jonathan Lainey[2] et Caroline Nepton Hotte[3] ont été réalisés à des moments distincts[4] et sont rassemblés ici, suivant l'ordre des rencontres.

Pascale Tremblay (PT) : Je n'arrive pas à trouver d'équivalence satisfaisante en français pour le terme *allyship*, qui se traduit par « alliance » ou « être allié·e ». J'ai aussi vu « alliance inclusive ». Comment définiriez-vous ce terme?

Michelle McGeough (MM) : Within the last five years, there was a lot of discussion on social media regarding what we mean by the use of these terms, the deployment of these terms, what does "Ally" really mean. It was actually through grassroots movements and grassroots organizing that it was started. It started out as "ally", but then it wasn't enough: "we need people to be more invested in the outcome" and to understand that what happens to Indigenous people also happens to other people as well; that there is not just the possibility where we're denied our rights, but the possibility for others to be denied their rights as well by the State. So, that's why we need people to be invested in the outcome.

I was thinking about that and, in particular, thinking about how a lot of the conversation around the term is too passive. There has been a switch to a recognition about how passive it is, and perhaps the term that should be used is "accomplice." Because then it indicates that there is an equal kind of investment in an

[1] Originally from Amiskwaciwâskahikan, Michelle McGeough is a Métis scholar and artist. Prior to accepting her current position as an Assistant Professor at Concordia University, she taught at the University of British Columbia. Dr. McGeough received her Ph.D. in Indigenous art histories from the University of New Mexico.
[2] Jonathan Lainey est historien, auteur et conservateur, Cultures autochtones, au Musée McCord Stewart. Il détient une maîtrise en histoire de l'Université Laval. Il a occupé les fonctions de conservateur, Premiers Peuples – Histoire, au Musée canadien de l'histoire, à Gatineau et d'archiviste aux Archives autochtones, à Bibliothèque et Archives Canada. Il est membre de la Nation huronne-wendat de Wendake.
[3] Caroline Nepton Hotte est professeure au Département d'histoire de l'art et candidate au doctorat au Département de sciences des religions de l'Université du Québec à Montréal (UQAM). Elle est membre de la communauté ilnue de Mashteuiatsh.
[4] L'entretien avec Michelle McGeough a eu lieu le 16 mars 2023, celui avec Jonathan Lainey, le 26 avril 2023 et celui avec Caroline Nepton Hotte, le 27 avril 2023.

outcome. If we really want to effect change and see change, we need to talk about being accomplices and that everyone has a stake in what is happening. Whereas I think with the idea of using the term “accomplice”, it's more like you're in for the long haul.

Also, there is this expectation that the institution will fall into place through the activities of people within the institutions, within the organizations. That's not always the case; and particularly when we look at museums, we look at the history of museums in particular and what their intent was. Their intent was to educate people into a particular kind of citizen. And so, there are certain kinds of histories that are sanctioned by the State, or that often support it. [Pause] I think that maybe part of it is also that we need to be more demanding of institutions. But the thing is that we also realize that often, when we make these demands, it has an impact on the Indigenous people working in those institutions. And part of the reason why they go into these institutions is because they want to effect change. I do think that allyship isn't enough. You have to have a stake in what's being talked about, a stake in the change. And you have to see that the change is something that also benefits everyone.

Jonathan Lainey (JL) : Dans la période actuelle, il y a définitivement un engouement énorme pour tout ce qui touche aux questions autochtones. C'est comme si plusieurs personnes s'appropriaient les sujets autochtones et des mots comme *allyship*, décolonisation, autochtonisation apparaissent et deviennent galvaudés. Je refuse volontairement de définir les termes « décolonisation » et « autochtonisation ». Plus je lis sur le sujet, plus je constate qu’il n’y a pas consensus. Certaines personnes vont associer leur définition à l’autochtonisation, tandis que pour d’autres, il est question de décolonisation. Pourtant, ce ne sont pas du tout des mots interchangeables. Dans cette turbulence, je préfère prendre un pas de recul et ne pas contribuer à cette cacophonie. Dans ce contexte, j’ai le sentiment que les gens s’écoutent moins, mais s’affirment beaucoup.

J’ai aussi l’impression qu’il peut y avoir un effet de mode derrière le fait de s’affirmer comme allié·e. En même temps, je veux accorder le bénéfice du doute à ces personnes, mais il n’en demeure pas moins que je me demande : Pourquoi s’affirmer ou s’afficher comme allié·e? J'ai l'impression qu’il y a un petit côté égocentrique sous-jacent à cette prise de position. Encore une fois, je ne veux pas porter de jugement, parce qu’on a vraiment besoin d’allié·e·s et, somme toute, je suis pour cette notion d’*allyship,* parce qu'il y a encore tellement de commentaires racistes violents, rétrogrades et agressifs. Il reste beaucoup de travail à faire pour sensibiliser les gens, et les Autochtones ne peuvent pas tout faire seul·e·s. On a besoin de plus d'allié·e·s, de plus de combattant·e·s, littéralement, de plus de gens qui travaillent dans cette direction. Être Autochtone, c'est avoir subi la colonisation, donc l'oppression et la dépossession. Selon moi, être allié·e, ça implique de défendre les causes autochtones, qui sont : la réaffirmation, la réappropriation et la repossession. Être pro-Autochtones, c’est être une personne qui aide, qui contribue, qui fait avancer. D’ailleurs, on peut prendre position à travers l’écriture, en défendant ses convictions sur la place publique et en prenant part au débat. Pour moi, l'écriture consiste en une façon d’être allié·e, parce que ce n'est pas passif.

Caroline Nepton Hotte (CNH) : À mon avis, un allié, c'est quelqu’un qui va venir en soutien, qui va aider, qui va avoir à cœur la cause, les demandes ou les revendications des mouvements autochtones, mais qui ne va pas s'en faire une carrière profitable [pause]. C'est une personne qui épaule à la demande, parce qu’il faut que ça vienne de la base.

J’ajouterais aussi que ce n’est pas quelqu’un qui va attendre que le projecteur soit sur lui pour le faire. Il va le faire au quotidien. Dans le cadre d’une conférence donnée à l’UQAM le 19 avril 2023, l’essayiste et professeure Dalie Giroux disait, et je paraphrase : « De décoloniser et d’être allié·e, ça ne devrait pas être quelque chose que l'on met de l'avant, ça devrait être quelque chose que l'on fait ». On n'a pas besoin de dire : « Ah, moi, je suis décolonial·e! ». Fais-le sans tout le temps avoir besoin de te placer sous les projecteurs. Le but, c'est de donner la place à « l'Autre », parce qu'il n'en a pas eu depuis 1815. À mon avis, tu es allié·e dans ton cœur avant tout. Pour en revenir à ce que disait Dalie Giroux dans sa conférence : la décolonisation, tu la fais quand tu choisis de protéger l'environnement, d'accompagner les gardiens du territoire. Il faut que tu sois dans l’action, donc ce n'est pas une posture statique.

PT : Est-ce que cette définition varie selon votre posture ou le contexte dans lequel se construit cette relation?

MM : I never really anticipated what it would be like to be in the institution, to be in academia. I've always seen that what my work and my research is, is about creating space. I've always seen that my position is to kind of put my foot in the door and to open it up, hopefully, wider than a crack for other things to enter into this institutional space. I also see what my position within the institution is, is to create a space for those Indigenous people who want to have or experience higher education. Not everybody wants to. That's not everybody's thing [pause]. In terms of being queer, being Indigenous, being a woman, my presence demonstrates the kind of possibilities for people. I consider my presence in academia as inviting people in and making sure that they're comfortable. My presence also speaks to the notion that there are other types of knowledge that are just as valid as Western knowledge. I think that it's so important for us, being Indigenous, to be here, because through our research, we are able to expose the things that are taken for granted, in terms of thinking about patriarchy, racism and being able to say: "No, that might be the practice, but that's not a good practice." [laughter].

I have a student who is an Indigenous queer Two-Spirit scholar looking at tattooing practices and the revitalization of tattooing. This Indigenous student and others like them are creating knowledge, and that's part of the process of a Ph.D. program to create new knowledge. That's why we must have people who have different kinds of life experiences in academia, because, if we don't, we just replicate the same kinds of knowledge [pause]. If we ask different questions, then we're going to get different outcomes. So it's important to have that opportunity for those people who are coming in from a different life experience to ask those different kinds of questions, and so that we can start to think of things in a different way and maybe get better solutions to where we find ourselves now. So I think we could even use the term "accomplice" between nations. With all of my grad students, I see myself as an accomplice; my role is to assist them in achieving the goals that they're wanting to achieve.

As a curator, part of my role is also about educating people and creating spaces for stories that might not necessarily have access to those institutional spaces. I see my roles as creating space, educating people, and telling stories from an Indigenous perspective. There isn't just one history, but there are multiple histories, and each one is valuable and each one deserves to have a space for the story to be told. I'm beginning to rethink the idea of what curation is. We're looking towards the shifting role of curator. Usually, the curator is the one who that plans to show and the one who that executes, decides what work is going into the exhibition. The curator has a vision, a narrative that they want to communicate. And over the last, probably, ten years, we've seen a shift where the curator is now becoming more of a facilitator. For example, we saw that some of the first attempts were at Smithsonian's National Museum of the American Indian, with its inaugural exhibitions that were community-based and had a comprehensive consultation process with Indigenous communities. I think we're going to see this even more now, because Cynthia Chavez Lamar, who is Hopi, Tewa and from the Santa Clara Pueblo, is now the head of that institution. So, it'll be interesting to see how such things will evolve. One of the difficulties with consultations is the cost and the time it takes to do it: "Oh, it might be this year, it might be that year." Indigenous communities don't have the same timetable as institutions. Some of the ways that museums plan and structure the process of curation makes it hard to intervene and to decolonize.

JL : [Pause] Je serais tenté de dire que pour être allié·e, il faut être extérieur au groupe sinon, tu es le groupe. Entre Autochtones, on va être plus facilement ou presque automatiquement des allié·e·s parce qu'on se « bat » contre le gouvernement, contre les institutions, contre le peuple *mainstream* qui ne comprend pas toujours nos revendications et nous juge. Cela dit, cette solidarité n'est pas forcément infaillible parce qu'il y a parfois des conflits entre les membres d'une même communauté ou entre les nations [autochtones]. Lorsqu'il est question des revendications territoriales ou autres, les échanges peuvent être extrêmement virulents, extrêmement agressifs. C'est triste de voir ça. Cette solidarité entre Autochtones demeure fragile et relative. Quand on s'oppose au gouvernement colonial, on fait front commun, mais quand on a des intérêts conflictuels, tout à coup, on peut devenir des opposants. La solidarité ou l'*allyship* varie en fonction de notre interlocuteur finalement, donc du contexte. Remarque que ma réflexion n'est pas encore tout à fait arrêtée à ce propos [pause].

En tant que conservateur huron-wendat travaillant dans une institution coloniale qui témoigne de la dépossession des Autochtones, je peux agir à titre d'allié. Du moins, c'est comme ça que je vois mon rôle ici au [Musée] McCord Stewart parce que je peux faciliter l'accès aux collections aux Autochtones qui veulent reprendre contact avec leur culture. Mais en même temps, j'ai un certain pouvoir parce que quand on fait de l'histoire publique, on diffuse de l'information, donc des perspectives, un récit sur le passé, à des centaines de milliers de personnes. Nous avons un pouvoir énorme de véhiculer une perspective autochtone [pause]. Mais est-ce que je deviens un allié ou je fais juste jouer mon rôle en bénéficiant d'une tribune plus grande? On peut voir ça comme ça aussi [rires]. Ce que je tente d'expliquer, c'est que d'être Autochtone, ça peut rassurer immédiatement des gens. Mais ça n'ouvre pas nécessairement toutes les portes parce qu'on demeure une institution coloniale avec un passé qui n'est pas toujours glorieux.

Donc oui, ça varie selon la posture et le contexte. Comme je le disais, en tant que conservateur, je deviens un allié parce que c'est comme si je facilitais l'entrée dans l'institution. Du moins, c'est comme ça que je vois mon rôle, comme un facilitateur. Mais en tant qu'historien autochtone, quand j'écris un article ou un chapitre dans un ouvrage collectif, par exemple, je peux profiter de cette tribune pour enfin présenter une perspective autochtone en lisant et interprétant les sources différemment. Comme ce fut le cas pour le chapitre d'un ouvrage collectif publié en 2013 par Septentrion : *Vivre la conquête*[5]. J'ai coécrit, avec Thomas Peace, un texte à propos d'un Huron-Wendat qui a vécu au XVIII[e] siècle et qui est un personnage extraordinaire. Il s'agit de Louis Vincent Sawantanan (1769-1844)[6], premier bachelier autochtone canadien en 1781. Il était polyglotte. Il savait écrire. Il a formé une école à Wendake et c'est absolument exceptionnel, considérant qu'à la même époque les Canadien·ne·s français·e·s étaient illettré·e·s.

CNH : Je ne me considère pas nécessairement comme une alliée parce que je suis membre de la communauté. Je peux être alliée, mais pas tout le temps [rires]. Si je trouve que les décisions politiques ou les initiatives votées en assemblée n'ont pas de sens ou ne sont pas respectueuses, je vais le dire et j'ai le droit parce que c'est ma communauté. En tant que Pekuakamiulnu, c'est un rapport différent puisque je fais partie du groupe donc je ne me vois pas comme une alliée.

Dans le cadre de ma thèse de doctorat[7], j'ai développé un code d'éthique avec des valeurs spécifiques comme le respect et la réciprocité. Ces valeurs ont été approuvées par toutes les artistes ayant participé à ma thèse. Pour ce qui est de ma contribution à l'exposition de Sonia Robertson, *Eshi uapatakau ishkueuatsh tshitassinu / Regards de femmes sur le territoire*[8]*,* présentée au centre d'artistes Le LOBE, à Chicoutimi et à la Galerie de l'UQAM, il s'agissait pour moi d'un exercice de réciprocité avec elle et les artistes. C'était un échange, alors je ne me vois pas nécessairement comme une alliée dans ce contexte, mais je peux l'être aussi, ça dépend du point de vue. Je dirais aussi que l'objectif principal dans ce projet était la mise en valeur de Soleil Launière, Sophie Kurtness et Marie-André Gill, trois créatrices de la communauté de Mashteuiatsh. Il n'y avait pas une seule artiste qui était mise de l'avant. On braquait les projecteurs sur le groupe en tant qu'ensemble.

PT : Pour revenir sur cette idée de décolonisation, peut-on réellement décoloniser la pensée, les gens, les institutions, comme les musées ou les universités, ou devrait-on construire de nouveaux lieux et faire ailleurs, autrement?

---

[5] LAINEY, Jonathan et Thomas PEACE, 2013, « Louis Vincent Sawantanan, premier bachelier autochtone canadien », *dans* DESCHÊNES, Gaston et Denis VAUGEOIS (dirs.), *Vivre la conquête : à travers plus de 25 parcours individuels* (pp. 204-214), Québec : Septentrion.

[6] Pour plus de détails, veuillez consulter le lien URL suivant : https://www.patrimoine-culturel.gouv.qc.ca/rpcq/detail.do?methode=consulter&id=15371&type=pge

[7] La soutenance de thèse de Caroline Nepton Hotte a eu lieu le 8 décembre 2023 : « Ashetatau: sur les traces des femmes artistes autochtones au Kepek. Stratégies pour une mobilisation des épistémologies et des cosmologies autochtones en arts médiatiques ».

[8] Pour plus de détails, veuillez consulter le lien URL suivant : https://galerie.uqam.ca/expositions/eshi-uapatika-ishkueuatsh-tshitassinu-regards-de-femmes-sur-le-territoire/.

MM : In thinking about decolonization, different people will give opinions in terms of whether or not it's possible. I do not think it's possible, because of the fact that we are living in this structure defined by settler colonialism. If we could just totally destroy the structure, then that perhaps decolonization is possible. I guess decolonization is seen as trying to level things up to create a more even playing field.

Patrick Wolfe once said that settler colonialism is a structure, not an event. This structure defines our relationship to the settler nation state and the State's to its citizens. Since settlers benefit from this structure, i.e. they now have all the land and profit from the resources, it is not in their collective interest to decolonize. The only way I see a level playing field happening is if we remove the hierarchies that settler colonialism creates and maintains.

And I think that we can try to do both, work from the inside and outside. I sit on the board of daphne, the only Indigenous arts organization in the City of Montreal, and we have a board structure, but it's very not hierarchical. The first exhibition, when we open the new centre, will be about the Cofounders' artistic visions; and I'm curating that[9]. It's fun because I'm working with all the founding board members; and I see it more as a collaboration. I'm going to do studio visits, but it's not going to be like "I'm going to pick and choose work." We're going to talk about it, then I have to figure out what the conversation is between the work of the artists. It's not me going in with this idea of what it's going to be; it is a collaborative process. I've named the exhibition "And Now Our Minds are One"; it comes from the Haudenosaunee Thanksgiving Address. We recite this at all our gatherings. We do this in English, Kanien'kéha, French and Anishinabemowin, as a way of recognizing founding member nations, but also to cultivate a culture of peace. The Words Before All Else is a recognition of all the entities and about giving thanks. At the end of each recognition, what is said is: "And now our minds are one." That's where the title of the exhibition comes from. So perhaps, we may only be able to decolonize in very small ways, by presenting our stories to disrupt the dominant narrative.

JL : Non, je ne pense pas qu'on puisse décoloniser. L'intention peut être là, et c'est un très mauvais moyen que de se fier sur une seule personne pour y parvenir. En fait, ce qu'il faut comprendre dans le cas précis du Musée McCord Stewart, c'est que l'embauche d'un historien autochtone au poste où je suis fait partie d'un processus institutionnel de transformation.

J'ai un rôle à jouer là-dedans, mais ce n'est pas mon combat. Ce n'est pas mon rôle de décoloniser ou encore d'autochtoniser l'institution. On le sait, des gens ont témoigné du fait qu'ils et elles ont été embauché·e·s pour des raisons d'apparence, une embauche de façade qu'on pourrait dire, mais sans réelle écoute et ouverture aux changements proposés. Et ça, c'est horrible. C'est vraiment de la « tokénisation »[10] à 100 %. Mais non, une personne seule ne peut pas faire ça, c'est impossible. Et ça me fait plaisir quand les gens me consultent à l'interne ou quand on reçoit des demandes de journalistes qui veulent savoir ce que l'institution met en application pour améliorer ses pratiques. Je leur réponds qu'ils et elles peuvent également trouver réponse auprès de la directrice des communications ou de la nouvelle présidente. Ce n'est pas juste moi qui peux faire ça.

Donc une personne, ce n'est pas suffisant. En même temps, le fait qu'il y ait une personne seulement, c'est aussi un élément de réponse quant à la difficulté de créer ce genre de groupe. Ce que je veux dire par là c'est que des gens des Premières Nations, bilingues, avec une formation et une expérience professionnelle dans notre domaine, il n'y en a pas des masses. Et chaque fois que tu ajoutes un critère, il y en a de moins en moins. Mais effectivement, tu peux prendre des gens qui ont un savoir communautaire, un savoir traditionnel et là, ça

[9] L'exposition *Eh káti'naióhton ne onkwa'nikòn:ra / Mì àjaye ki midonenindjiganan pejigwan / Et maintenant nos esprits ne font qu'un / And Now Our Minds Are One*, commissariée par Michelle McGeough, a été présentée au centre d'art autochtone daphne, du 21 juin au 19 août 2023.

[10] Jonathan Lainey fait ici référence au terme *tokenism* qu'on pourrait traduire par « diversité de façade ». Pour plus de détails sur ce terme, veuillez consulter le lien URL suivant : https://vitrinelinguistique.oqlf.gouv.qc.ca/fiche-gdt/fiche/17486669/diversite-de-facade.

devient très utile. Mais en même temps, ces gens ne sont pas là à attendre qu'on vienne les chercher. Ils sont occupés. Ils ont différents projets et c'est ça l'enjeu.

CNH : Décoloniser, ça implique qu'il y ait une forme de déconstruction qui nous amène à sortir des sentiers battus. Ça crée des malaises, des inconforts. Décoloniser, c'est défaire, dénoncer le colonial, le pointer, le regarder, le nommer. Ensuite, il faut le déconstruire et proposer d'autres structures qui permettent d'être davantage en harmonie avec les valeurs et les façons de faire autochtones.

Dans les musées, on parle souvent d'autochtonisation et de décolonisation, mais le terme « autochtoniser » est critiqué aussi. Autochtoniser une institution, c'est de s'assurer d'intégrer des éléments culturels, des valeurs, des savoir-faire et des savoir-être autochtones dans ses pratiques, dans ses fondements. Mais les institutions sont complètement coloniales et n'oublions pas qu'elles ont été patriarcales pendant plusieurs années, coloniales et patriarcales. On observe quelques changements, mais elles doivent travailler activement à transformer les manières de faire en investissant les montants nécessaires et en posant des gestes concrets, comme de remanier leurs politiques, leurs méthodes et leurs approches. Selon moi, certaines réussissent relativement bien, tandis que pour d'autres, c'est plus de la poudre aux yeux.

PT : Auriez-vous un exemple d'engagement concret et positif initié par une personne alliée ou un qui aurait moins bien fonctionné par manque de ressources humaines ou financières?

MM : Within Concordia, we have the Office of Indigenous Directions as well as the Indigenous Directions Leadership Council that includes Concordia staff, faculty and students. This group of people work at implementing the Indigenous Directions Action Plan in partnership with the rest of the community at Concordia, in order to create a more inclusive environment. Through the university, they offer courses on pedagogy and how to include Indigenous knowledge in the classroom for recognition. It doesn't have to be huge things. It can be really small things; like if you're teaching a course on literature, then you could include Indigenous writers in your curriculum. It doesn't have to be humongous acts, but little by little, so that it becomes commonplace.

And regarding the need not to be the only Indigenous person at the table, I think it makes a big difference in terms of your own mental health to have Indigenous people around you. We need more Indigenous people in institutions like universities.

JL : Une personne qui refuserait sciemment de prendre en compte l'agentivité des Autochtones dans son analyse d'un contexte « X » en Nouvelle-France, par exemple. Bien qu'elle écrive abondamment sur les Autochtones, ce n'est pas une alliée. En revanche, les auteur·rice·s, les chercheur·euse·s, les historien·ne·s – et je mentionne ces exemples parce que je baigne dans ce monde-là – mais ces personnes qui vont défendre ou mettre de l'avant les perspectives autochtones, je les considère comme des alliées parce qu'elles nous aident à faire valoir et faire entendre notre perspective.

Il y a eu un article très critique à propos du MET à New York qui mentionnait que la source de leurs objets était douteuse. Il y avait toutes sortes d'information quant à la restitution qui n'avait pas été faite dans un délai dit « raisonnable ». Une conservatrice autochtone travaillant au musée a répondu le lendemain dans un autre papier que l'institution faisait son possible. Je me sens interpellé par ce type de débat parce qu'on a beaucoup de travail à faire. Ça fait 200 ans qu'on dépossède systématiquement les Autochtones. On se retrouve avec des collections de 8 000 objets et 60 % d'entre eux ne sont pas documentés. La réalité, c'est que je suis seul pour effectuer ce travail, en plus du commissariat d'expositions, des entrevues, de la rédaction et de toutes autres « tâches connexes » liées à mon poste. On me demande de consulter 5 000 objets dont on ne connaît pas la provenance et il faudrait que je retrouve leurs destinataires en un tournemain! On va le faire, mais ça fait 200 ans qu'on l'a mal fait. Donnez-nous un petit 20 ans [rires]. Les gens sont super critiques et exigeants. La critique, c'est une voie facile, mais c'est triste parce que ç'a pour effet d'invisibiliser les gens qui ont des bonnes intentions à l'interne, qui font des petits miracles avec peu de ressources et qui font des beaux projets de collaboration.

CNH : Les gens qui ont initié Projets autochtones du Québec (PAQ) parce que ce n'est pas *glamour* de partir un projet d'hébergement pour des itinérant·e·s autochtones à Montréal. Disons que ce n'est pas « tendance » de s'attaquer aux problèmes de logement qui touchent les Premiers Peuples en milieu urbain. Il y a quelques années, j'ai rencontré Adrienne Campbell, qui a assuré la direction de PAQ de 2012 à 2019. Elle m'expliquait avoir travaillé très fort avec l'équipe – qui comptait des employé·e·s du Centre d'Amitié Autochtone de Montréal, des chercheur·euse·s de l'Université de Montréal, des gens du YMCA Centre-ville ainsi que des Autochtones – pour développer des partenariats, comme celui avec La Société Makivik pour répondre aux besoins spécifiques des Inuit. Ç'a été bien fait parce que les intervenant·e·s de Montréal connaissaient des choses que l'organisme Makivik ne savait pas. Et vice versa, Makivik connaissait des choses sur la vie des Inuit que les gens de PAQ ne savaient pas. Ils se sont vraiment entraidés pour faire quelque chose qui fonctionne bien encore aujourd'hui. Le projet a d'ailleurs pris de l'ampleur. Très récemment, PAQ a inauguré une résidence pour les Autochtones à Montréal, La Maison Akhwà:tsire. C'est une résidence de transition et beaucoup d'Autochtones ont pris la relève dans la gestion et l'organisation, ce qui en fait un projet porteur.

L'UQAM aussi a de belles initiatives, comme le local Niska et l'embauche, en 2021, de Marco Bacon à la direction du Bureau de l'inclusion et de la réussite étudiante (BIRÉ). Il y a aussi le programme court et la concentration de 1er cycle en études autochtones mis sur pied par Laurent Jérôme, qui sont très intéressants. Les gens sont contents d'avoir accès à ce type de cours. Ça fonctionne très bien, comme en témoigne la popularité du cours *Femmes autochtones du Québec : Débats et enjeux*, mais je pense que je suis la seule professeure autochtone francophone à l'UQAM et, en réalité, ça nous prend des équipes pour faire des projets.

Ce qui m'amène à mon exemple d'initiative qui aurait moins bien fonctionné. En 2019, le Musée des beaux-arts de Montréal embauche Lisa Qiluqqi Koperqualuk à titre de conservatrice-médiatrice en art inuit. L'intention de Nathalie Bondil était très intéressante, mais Lisa Qiluqqi Koperqualuk, c'est une anthropologue, pas une conservatrice. Elle ne possédait pas tous les codes du métier et ne connaissait pas nécessairement tous les objets inuit. Embaucher juste une personne autochtone, ça ne fonctionne pas. C'est comme si tu disais : « OK! Je veux "féminiser" l'institution, alors je vais engager une femme ». La femme est assise à la table et doit tout faire seule? Voyons! Ça ne fonctionne pas comme ça. Lisa Qiluqqi Koperqualuk s'est retrouvée seule à porter toutes les cultures inuit sur ses épaules. C'est pareil pour les initiatives de décolonisation. Il ne faut pas que ce soient des projets champignons. Il faut que ce soient des projets collaboratifs.

PT : Y a-t-il une limite à l'implication des allochtones dans ce désir d'être allié·e·s?

MM : It's hard to respond. I'm older and I'm a little more jaded. [Pause] I think I'm more hardened nowadays. I think when I was maybe in my forties, I was a little more philosophical, a little more generous. As you get older, it's just, get on with the show. I don't have a lot of time. We need to get our shit together. Do your due diligence and do your homework. Don't waste my time and do the work, because this generation coming up is going to have really great expectations. There comes responsibility with allyship, and I think there is a big difference between being an accomplice. There's this sense of having a greater degree of responsibility to act. We have to be vigilant and responsible. You know this idea of we're all good friends and we're all gonna stand around and sing and hold hands … That's not gonna happen.

JL : En fait, j'aimerais apporter une nuance à cette idée d'engagement concret, nuance qui répond aussi, en quelque sorte, à cette idée de « limite » quant à l'implication des allochtones. On le sait, les Autochtones depuis toujours sont étudié·e·s, scruté·e·s, représenté·e·s et les communautés autochtones commencent à être un peu tannées de donner constamment et de perdre le contrôle sur les connaissances qui en résultent et auxquelles elles n'ont pas toujours accès par la suite. Elles ont aussi leurs propres besoins en termes de recherche, en plus de toutes les autres tâches liées à leurs biens, à leur gestion, à leur administration. Il n'y a pas beaucoup de ressources, mais énormément à faire. Lorsqu'une personne extérieure arrive et dit : « Bonjour, j'aimerais vous interviewer pour mon propre projet. »; désormais, leurs demandes sont analysées. Les communautés sont de plus en plus actives sur ce point; c'est notamment le cas chez les Abénakis, qui sont d'ailleurs venus expliquer, dans le cadre d'une conférence, la grille d'analyse qu'ils utilisent pour déterminer si un projet est ou n'est pas porteur pour la communauté. Le comité évalue si ça vaut le coup d'investir des ressources dans tel ou tel projet.

En termes d'engagement concret, ça peut être ça aussi : être mandaté·e par les communautés pour un travail collaboratif, ancré dans leurs besoins en termes de recherche. Dans ce cas de figure, la personne devient définitivement une alliée parce qu'elle contribue concrètement. Elle fait un effort qui aide la communauté dans ses propres besoins. En revanche, si une personne cogne à la porte d'une communauté et veut seulement écrire sur un sujet et repartir avec ses données, je ne vois pas ça comme étant de l'*allyship*. Comme moi par exemple, j'écris sur des wampums incluant ceux de Kanesatake et, pour le premier chapitre de mon livre sur ce sujet, je ne les ai pas vraiment consultés. J'ai essayé. J'ai partagé de l'information. Je leur ai dit ce que je voulais faire, mais je n'ai pas eu de retour et je n'ai pas attendu après eux pour publier. Donc est-ce que j'ai été un allié dans ce contexte-là? Peut-être pas [rires].

CNH : Je trouve qu'il y a pas mal de monde qui sont devenus alliés depuis qu'il y a du financement [pause]. Il m'apparaît crucial que les projets de recherche, ou autres, soient faits en concertation avec les communautés autochtones concernées pour éviter qu'il y ait, comme dans le passé, une forme d'extraction des savoirs au profit des personnes qui y sont extérieures. Il faut que les Autochtones soient impliqué·e·s dans le processus du début jusqu'à la fin. Ils et elles doivent avoir un pouvoir réel dans ces projets dits collaboratifs, pas seulement un rôle consultatif, comme ça s'est produit dans bien des cas. Pour éviter ces pièges, il est essentiel de créer dès le départ des protocoles, de déterminer un système de valeurs et une éthique de travail.

Cela étant dit, je trouve ça important d'avoir des allié·e·s, sinon ça ne fonctionnera jamais cette idée de décolonisation, surtout l'idée de *Land Back*, mais il y a des revers à ça. Je pense qu'il y a beaucoup trop de non-autochtones intéressé·e·s à effectuer des recherches sur les Autochtones. Je trouve ça important, mais c'est trop [pause]. Il faut vraiment que l'objectif soit d'enrichir la communauté, c'est-à-dire d'enrichir chaque membre de la communauté. Je n'ai pas fini d'y réfléchir, en fait.

PT : Je constate un très grand écart entre la production de savoirs sur les questions autochtones du côté francophone en comparaison avec celle du côté anglophone. Caroline, Jonathan, faites-vous le même constat?

JL : Oui, j'ai aussi l'impression qu'au Québec surtout, il semble y avoir un retard dans les études autochtones comparativement au Canada anglais. Mais c'est fou! Cette solitude-là, je ne sais pas par quoi elle est provoquée, mais on la voit ailleurs. Elle est présente en recherche, mais l'est aussi dans le milieu de l'art. Les artistes autochtones francophones ne sont pas dans le coup. Ils et elles disent ne pas être invité·e·s et ont le sentiment d'être invisibles. C'est une autre double solitude. Est-ce que c'est parce que les francophones ne parlent pas anglais ou c'est plutôt parce que les anglophones sont souvent unilingues? J'ai envie de dire « B », parce que je l'ai vécu au gouvernement. J'ai vécu avec des unilingues quotidiennement pendant quinze ans.

CNH : [Pause.] C'est moins pire, mais c'était terrible. J'ai commencé ma maîtrise en 2002 et j'ai dû faire venir tous mes documents de Winnipeg et d'Edmonton. Je n'arrivais pas à obtenir de la documentation qui me satisfasse dans la littérature autochtone au Québec, à l'Université Laval. Il y avait beaucoup de textes en anthropologie. Bruno Latour était là, avec les autres grands anthropologues [rires], mais l'accès aux écrits produits par des penseuses autochtones était très limité. Disons que l'ouvrage de Linda Tuhiwai Smith n'était pas sur les rayons à l'époque. Ç'a changé puisqu'à la bibliothèque et même à la librairie près de chez moi, il y a plein de livres d'auteur·rice·s autochtones publiés, notamment par Mémoire d'encrier et Hannenorak. N'en demeure pas moins qu'il est essentiel que davantage de textes soient traduits. Il existe de bonnes traductions des ouvrages de Leanne Betasamosake Simpson et c'est un bon début, mais il y a encore beaucoup à faire. Lire Joséphine Bacon, Natasha Kanapé Fontaine ou Louis-Karl Picard-Sioui, c'est bien, mais ce n'est pas assez pour permettre à nos étudiant·e·s francophones de s'éduquer sur les réalités des Autochtones au Québec et au Canada.

PT : Selon vous, qu'est-ce qui pourrait expliquer cet écart?

Michelle McGeough (MM) : I've never felt more invisible than I feel here. Living in New Mexico, specifically, there was Indigenous people everywhere. Then coming up to teach at UBC, I'm at an institution

that is on Indigenous land. The Indigenous arts scene is very active. I saw Indigenous presence all over, in the parks, on the streets. Part of it is because the history of how the West Coast art forms have been utilized in the development of Canada's national identity. One of the things that I have my students do here is to find traces of Indigenous presence in Montreal, in their neighborhoods. That was a really easy exercise in Vancouver and the surroundings, in the Lower Mainland area; even the tops of the manhole covers have artists' work on them, like Susan Point, for example. There's public art all over that is made by Indigenous artists. Part of it too is because of the fact that you have a lot of building going on in Vancouver. If you're a developer, a certain percentage of the construction costs have to go towards public art, and often those commissions are given to Indigenous artists.

Then here it's been really interesting, because I see that there is a lot of nationalism in Quebec; but that doesn't include Indigenous people. No recognition of the history. This is unceded land as well [laughter]. I can't imagine how difficult this constant erasure is for Indigenous people. And it's also kind of an awareness, you know, in terms of we're still in the same situation where things are being taken away from us. There's no recognition of our title. There's no recognition of our history here. I will say that one of the things that I did teach in my class is that for Indigenous people, we have a relationship to a place that no one else has. This is where our language comes from. This is where our songs come from. This is where our ceremonies come from. This is where our medicine comes from. We have a relationship to this land. It is in our DNA!

JL : Avant son décès, la professeure et chercheuse huronne-wendate Élisabeth Kaine travaillait sur un projet qui avait pour but d'identifier plus tôt des personnes autochtones qui pourraient occuper des postes importants dans le domaine muséal, plus particulièrement. Autrement dit, pas juste de les encourager une fois qu'elles sont à l'université parce que souvent, elles ne se rendent même pas là. Il faut aller les chercher avant et les former, parce que présentement, il n'y a pas suffisamment de gens formés pour répondre à la demande. Et c'est ça le grand paradoxe, c'est que les institutions ont dit : « OK, on a compris. On va inclure les Autochtones ». Mais les Autochtones ne sont pas au rendez-vous pour une multitude de raisons : ils et elles n'ont pas accès à l'eau potable, arrivent de loin, n'ont pas reçu de formation. Avant 1951, un article de la *Loi sur les Indiens* (1876) stipulait que si un·e Autochtone atteignait un certain degré de scolarité, il ou elle était « émancipée·e ». Cette personne perdait son statut « d'Indien·ne », parce que les « Indien·ne·s » instruit·e·s, ça ne marchait pas à l'époque. Même si ça n'a pas été appliqué systématiquement, c'était dans l'esprit de la loi et cet article a été révoqué en 1951. Quand mon père est arrivé à l'université dans les années 60, on lui a demandé de signer un papier pour s'affranchir de son statut. Donc jusqu'à très récemment, on empêchait les Autochtones d'être diplômé·e·s. On a un énorme retard à reprendre. De là, la sursollicitation.

PT : Afin de ne pas ajouter une pression supplémentaire, comment fait-on pour ne pas contribuer à cette sursollicitation?

Jonathan Lainey (JL) : Je ne sais pas quelle est la solution. En fait, c'est une conséquence inévitable parce que – et on se l'est fait dire par toutes les commissions d'enquête récemment –, on doit collaborer. Donc c'est ce qu'on fait. Résultat : on sursollicite. Je ne sais pas quelle serait la solution, à part le fait d'être moins pressé·e·s.

D'après moi, c'est juste une passe. C'est le retour du balancier présentement et, effectivement, on n'était pas prêt·e·s. Les choses vont se placer. D'abord, les jeunes sont sur les bancs d'école actuellement. Ils vont diplômer dans deux, trois ou cinq ans et j'ai l'impression qu'on vit le *rush* présentement. Je ne pense pas que ça va être *high* comme ça encore pendant dix ans. J'aimerais ça parce que c'est nécessaire, mais comme toute chose, parfois ça se calme. Et à ce moment-là, j'ai l'impression que ça va être plus facile. Et il est vrai qu'ici la présence autochtone est invisible.

Caroline Nepton-Hotte (CNH) : Pour réduire cet écart, il va falloir qu'il y ait de plus en plus de jeunes autochtones francophones qui terminent leur secondaire et choisissent de poursuivre leur parcours académique aux cycles supérieurs. Il faut qu'ils contribuent au travail de réflexion pour faire émerger une littérature sur les épistémologies autochtones au Québec, à partir de nos langues, de nos savoirs, de nos connaissances. Dans

Dancing on Our Turtle's Back (2012), Leanne Betasamosake Simpson intègre des mots en anishinaabemowin à son texte et à ses réflexions. C'est vraiment super, mais c'est de l'anishinaabemowin de l'Ontario. Je n'utilise pas ces termes parce qu'il n'y a pas d'équivalence en innu. Ce sont des épistémologies différentes.

En avril dernier, je suis allée à Manawan pour participer à une activité organisée par Laurent Jérôme, en collaboration avec Natasha Blanchet-Cohen, titulaire du volet jeunes autochtones de la Chaire-réseau de recherche sur la jeunesse du Québec. Avec le chef Sipi Flamand et un autre chercheur de Manawan, nous discutions de l'étymologie du mot « comprendre ». Ce mot vient du latin *compre(he)ndere*, qui signifie « se saisir de ou prendre en soi ». En attikamekw, le mot « comprendre » se traduit par « Ni nistotenan » (Nous comprenons); et la racine du mot, c'est « totenan », qui signifie « faire ». Donc en atikamekw, comprendre, c'est faire. Ce n'est pas de prendre en soi, mais plutôt d'apprendre par le corps. Cette nuance est vraiment importante, parce qu'elle change complètement la manière d'apprendre. Ça peut également influencer nos approches pédagogiques. Je donne cet exemple seulement pour illustrer qu'il faut travailler à partir de nos langues, de nos épistémologies et ce travail de fond doit être réalisé par les membres des communautés, les locuteurs, les Aîné·e·s, etc.

Concernant ce sentiment d'invisibilisation de la présence autochtone sur le territoire c'est clair que Montréal n'a pas les mêmes traces d'autochtonie que l'Ouest canadien. On n'avait pas les mêmes pratiques parce que les populations étaient nomades. Donc les traces, c'était la nature; ce n'étaient pas de grands mats totémiques comme chez les Haida Gwaii [rires]. C'est sûr que les traces sont moins visibles, contrairement à Vancouver, par exemple, où il y a beaucoup d'éléments visuels dans le paysage urbain qui rappellent la présence autochtone sur le territoire. Et j'ajouterais aussi qu'il ne faut pas hésiter à prendre notre place. Quand des postes sont ouverts pour les Autochtones, il faut appliquer sans hésiter et avoir confiance en nos capacités et nos compétences.

Pascale Tremblay (PT) : En conclusion, je souhaite vous remercier, Michelle, Jonathan et Caroline, pour votre temps, vos commentaires avisés et votre confiance. Je retiens de nos échanges qu'il serait plus juste de parler de solidarité plutôt que d'alliance. Qu'il serait souhaitable d'agir à titre de complices plutôt que d'allié·e·s lorsqu'on s'implique ou s'engage dans une démarche concrète de déconstruction des savoirs ou, pour le dire autrement, de « désapprentissage ». Remarquez que, tout comme vous, ma réflexion sur ce sujet est bien loin d'être achevée.